

*Initiatives ministérielles*

la Chambre des communes. Je suis sûr que vous, monsieur le Président, voudrez le rappeler à la Chambre.

**Le président suppléant (M. Paproski):** Je suis certain que le whip du parti ministériel est bien conscient des règles qui régissent la Chambre. Il y siège depuis très longtemps, et je suis sûr qu'il fera attention.

**M. Hawkes:** Monsieur le Président, je remercie le whip adjoint de l'opposition d'attirer mon attention sur cette question. J'ai levé la tête et j'ai vu la stupéfaction des spectateurs grandir pendant qu'ils écoutaient les discours des députés d'en face. C'est pourquoi j'ai ressenti le besoin de prendre la parole.

Tout le monde sait que, lorsqu'on emprunte de l'argent, il faut le remettre, et que plus on emprunte, moins il nous reste d'argent.

**M. Gauthier:** C'est une mesure fiscale que nous étudions.

**M. Hawkes:** Oui, c'est une mesure fiscale, comme le dit mon collègue d'en face. Vous avez raison de le dire. Les taxes ne sont pas populaires.

**M. Gauthier:** Ça n'a rien à voir avec les emprunts.

**M. Hawkes:** Emprunter est populaire. Taxer ne l'est pas. Et nous avons souffert pendant douze ans de la politique qui consistait à emprunter toujours plus, sans lever d'impôts. Augmentez les dépenses, et vous serez populaires. Il faut maintenant payer les pots cassés.

Lorsque j'ai été élu député la première fois, sur 1 \$ de recettes fiscales, 12c. servaient à payer les intérêts sur la dette. Il faut maintenant 35c. pour payer ces mêmes intérêts. Nous pouvions à l'époque consacrer le reste, soit 88c., entre autres aux pensions, à l'assurance-maladie et à VIA Rail. Nous ne disposons plus que 65c.

Nous entendons des députés d'en face prendre la parole pour s'opposer aux compressions. Le député de Nickel Belt nous dit de ne pas mettre à pied 12 000 fonctionnaires. C'est ce qu'il répète depuis quatre ans. Voilà que maintenant il nous demande de ne pas en engager 2 500. Il faut choisir. Seuls les néo-démocrates ne le font pas. Ils n'ont pas à le faire. Ils sont dans l'opposition. C'est bien amusant d'être dans l'opposition, mais il faut travailler ferme lorsqu'on forme le gouvernement.

Il nous faut prendre des décisions, dont certaines seront difficiles. Nous essayons de faire preuve le plus possible de compassion et d'humanité dans les circonstances. Nous examinons les études pour voir où nous pouvons réduire les dépenses et augmenter les recettes; pour voir comment nous pouvons effacer douze années de mauvaise gestion et assainir l'économie. Nous n'avons pas trop mal réussi jusqu'à maintenant.

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord de libre-échange, 209 000 Canadiens ont trouvé un emploi. Ils ne

vivent pas de prestations d'assistance sociale ou d'assurance-chômage aujourd'hui. C'est 209 000 en neuf mois à peine. Un million et demi de Canadiens ont aujourd'hui un emploi alors qu'ils n'en avaient pas il y a cinq ans. Ce n'est pas de la mauvaise administration. Faisons la comparaison. Je le demande à toutes les personnes âgées qui nous regardent peut-être aujourd'hui: Après l'expérience de toute une vie passée dans notre pays, après avoir écouté attentivement les députés de l'opposition dire à quel point le pays est en difficulté parce qu'il doit plus d'argent qu'il ne le devrait, que feriez-vous? Que nous diraient-elles de faire avec leurs 90, 85 ou 80 années d'expérience? Elles diraient: Réduisez vos dépenses, mais ne touchez pas aux aliments. Les gens doivent manger. Ne touchez pas au logement. Ne touchez pas aux soins médicaux. Il faut satisfaire les besoins essentiels de la vie, mais réduisez autant que possible certaines de vos dépenses discrétionnaires. Elles nous diraient de continuer à regarder devant nous, de continuer à réduire le gaspillage. Mais il faut des revenus supplémentaires. On ne peut garder cette spirale de l'endettement.

On ne peut acheter une maison avec une hypothèque de 20 000\$ et la porter à 21 000\$ l'année suivante, puis à 25 000\$ l'année d'après et puis à 30 000\$ l'année suivante. L'hypothèque ne peut augmenter. Pour se préparer à la retraite, il faut que l'hypothèque diminue. Il faut apporter des modifications au régime fiscal

• (1610)

Le député d'Edmonton-Est parle d'une «faucheuse silencieuse d'emplois». Eh bien, elle se fait de plus en plus bruyante. Les gens commencent à comprendre que la taxe sur les ventes des fabricants est un cancer. Elle existe depuis 1924.

**M. Milliken:** Vous n'arrêtez pas de l'augmenter.

**M. Hawkes:** Parce que nous n'arrêtons pas de l'augmenter, dit-il. Bien sûr. Il nous faut augmenter les taxes, mais avec un peu de collaboration des députés d'en face, nous pourrions instituer une meilleure taxe qui crée des emplois au lieu d'en faire disparaître, qui assure une source stable de recettes et réduise notre besoin d'emprunter parce que davantage de Canadiens auront des emplois et paieront des impôts, et moins de Canadiens dépendront de l'assistance sociale ou de l'assurance-chômage.

Voilà à quoi visent les politiques de notre gouvernement. Les Canadiens se font dire qu'on n'a pas besoin d'augmenter les taxes, qu'on n'a pas besoin de réduire les dépenses. Je leur demande, au contraire, de considérer cette attitude insouciance comme la cause de l'endettement qui nous étouffe tous. La dette met le pays en faillite, tout comme les petites entreprises et les propriétaires.